

Europe

ÉLECTIONS RÉGIONALES ET RÉFÉRENDUM EN ITALIE : VERS UNE STABILISATION DE LA COALITION AU POUVOIR ?

Mathieu Gallard

28/09/2020

Alors que les Italiens ont été appelés à voter pour les élections régionales et sur un référendum constitutionnel proposant la réduction du nombre de parlementaires, le 20 et le 21 septembre dernier, Mathieu Gallard, directeur d'études à Ipsos France, se penche sur les résultats de ces scrutins. Tandis que le Parti démocrate (centre-gauche) a maintenu son assise, contrairement au Mouvement 5 étoiles, à droite et l'extrême droite, la rivalité s'instaure entre la Ligue de Matteo Salvini et Fratelli d'Italia. Ces scrutins posent plus largement la question de l'avenir de la coalition entre le Mouvement 5 Étoiles et le Parti démocrate, menée par le président du Conseil, Giuseppe Conte.

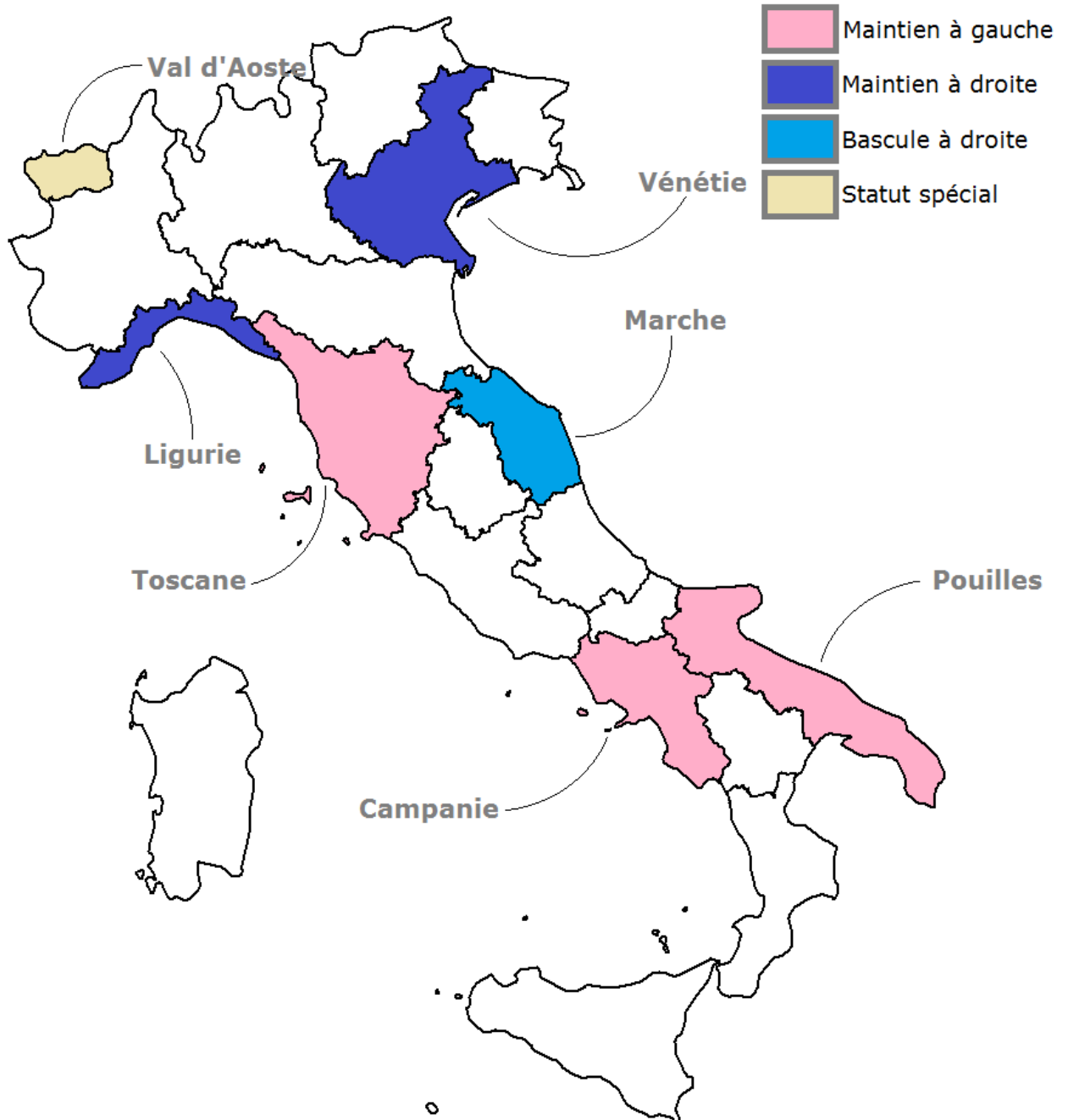
Le 20 et le 21 septembre dernier, les Italiens étaient appelés aux urnes, certains d'entre eux devant voter pour quatre élections différentes : 1137 communes renouelaient leurs conseils municipaux et leurs maires, parmi lesquelles plusieurs villes importantes comme Venise ; deux circonscriptions sénatoriales désignaient un nouvel élu après le décès des sortants. Mais ce sont surtout les élections régionales et le référendum constitutionnel qui ont suscité l'intérêt des électeurs et retenu l'attention des observateurs.

Une campagne qui s'est déroulée dans un climat difficile

Les premières se sont déroulées dans sept régions représentant 30% de la population italienne. Il s'agit du premier test électoral d'ampleur nationale depuis les élections européennes de 2019, mais aussi depuis la formation de la coalition entre le Mouvement 5 Étoiles (Movimento 5 Stelle - M5S) et le Parti démocrate (PD) de centre-gauche sous l'égide de Giuseppe Conte en septembre 2019. Se tenant après l'épidémie de la Covid-19 qui a durement frappé l'Italie, ces élections permettent aussi de comprendre dans quelle mesure la crise sanitaire et ses conséquences économiques et sociales

ont eu un impact sur l'opinion publique.

Les régions concernées par les élections régionales



Source: Mathieu Gallard.

Quant au référendum portant sur la réduction du nombre de parlementaires, il a été soumis aux électeurs après un vote quasi-unanime des députés en octobre 2019. Le M5S avait imposé cette modification de la Constitution au moment de la formation de la coalition à un Parti démocrate

initialement hostile, l'opposition de droite s'y montrant elle aussi favorable. Cependant, hormis au M5S, le soutien de la plupart des responsables politiques est peu enthousiaste et essentiellement contraint par la large approbation de la réduction du nombre de parlementaires mesurée dans les sondages dès le début de la campagne.

La campagne s'est déroulée dans un contexte de polarisation et de tensions entre la droite et le centre-gauche, le M5S étant peu audible. Le contexte pouvait *a priori* sembler porteur pour les partis de la coalition au pouvoir. Fort d'une gestion de la crise sanitaire saluée et d'un plan d'aide européen qui l'a renforcé, Giuseppe Conte reste en effet haut dans les sondages : 62% des Italiens approuvent son action selon le dernier baromètre Ipsos, et le niveau d'approbation à l'égard du gouvernement est aussi élevé (60%). Néanmoins, le climat reste pesant avec une seconde vague qui se profile et les conséquences économiques et sociales du confinement qui se font largement sentir. Ainsi, 72% des Italiens estiment que leur pays va « dans la mauvaise direction », et les craintes sociales dominent, 59% citant le chômage parmi leurs préoccupations principales, loin devant la Covid-19 (35%) ou l'immigration (31%).

Victoire du « Oui » au référendum et résistance de la gauche aux régionales

Une nette victoire du « Oui » au référendum souhaité par le M5S

Les sondages annonçaient une victoire du « Oui » au référendum, mais l'incertitude sur son avance restait forte. De fait, le « Oui » l'a très nettement remporté avec 70% des voix, la participation électorale de 51,1% étant jugée satisfaisante par les observateurs. Ce sont sans surprise les électeurs du M5S qui ont porté le « Oui », 92% d'entre eux votant en ce sens, même si l'on constate aussi que les bastions sudistes du parti ont été les moins participationnistes : seuls 35,4% des Siciliens ou 45,2% des Calabrais se sont déplacés, contre 51,4% en Lombardie ou 51,6% au Piémont.

Le président du Conseil Giuseppe Conte a réussi à échapper au piège d'un vote basé sur le jugement vis-à-vis de son action plutôt que sur la question posée aux électeurs, à l'inverse de Matteo Renzi lors du référendum de 2016. Les électeurs de droite, malgré leur opposition au gouvernement, ont largement approuvé le référendum : 78% de votes « Oui » chez les électeurs de la Ligue (la Lega), 76% à Forza Italia (la formation de Silvio Berlusconi) et 75% chez Fratelli d'Italia, le parti « post-néo-fasciste » de Giorgia Meloni. En revanche, le vote « Non » a été majoritaire au centre et à gauche : 55% parmi les électeurs du Parti démocrate malgré le soutien officiel du parti

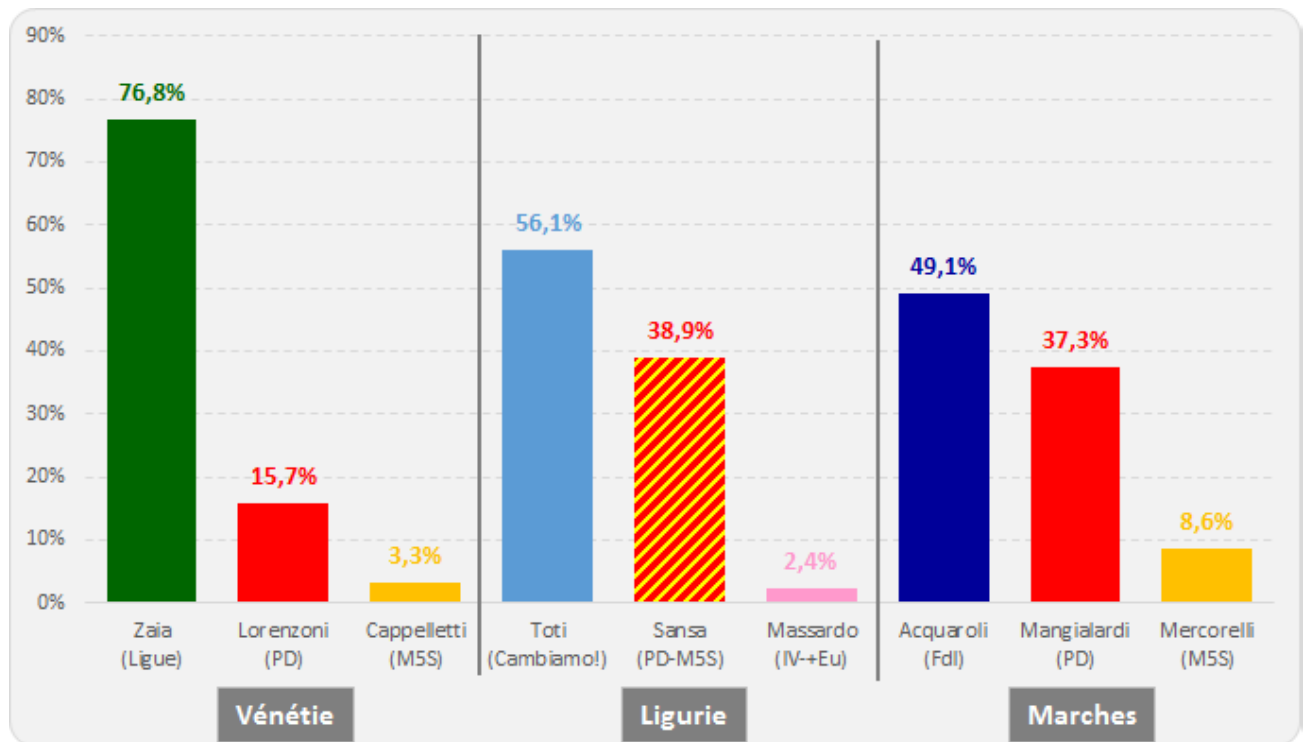
au « Oui », de même que 58% chez les proches de La Sinistra (gauche) et 23% chez les sympathisants d'Italia Viva, la petite formation centriste de l'ancien président du Conseil Matteo Renzi.

De fait, l'analyse détaillée du vote indique clairement que c'est la base sociale diplômée et urbaine du centre-gauche qui a le plus penché pour le « Non » : la corrélation entre le vote « Non » au référendum et le pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur est étroite, et les cartes indiquent que les seules zones à avoir voté majoritairement « Non » sont les hypercentres de métropoles dynamiques comme Milan, Turin ou Rome. Un comportement sans doute lié au rejet du « populisme » incarné par le M5S et les mesures qu'il défend au sein des élites intellectuelles italiennes.

Une bonne résistance du centre-gauche aux élections régionales

Les élections régionales concernaient sept régions dont le Val d'Aoste, au statut administratif spécial et au système de partis spécifique, marqué par l'importance des formations régionalistes francophones. Dans les six régions restantes, quatre étaient dirigées par la gauche avant le scrutin : la Toscane et les Marches, situées dans la "zona rossa", fief de gauche du centre-nord de l'Italie ; la Campanie et les Pouilles, deux régions plus indécises voire penchant à droite située dans le Mezzogiorno. Au contraire, la droite contrôlait la Vénétie et la Ligurie, toutes deux situées dans le nord du pays.

Les résultats dans les régions gagnées par la droite



Source: Mathieu Gallard.

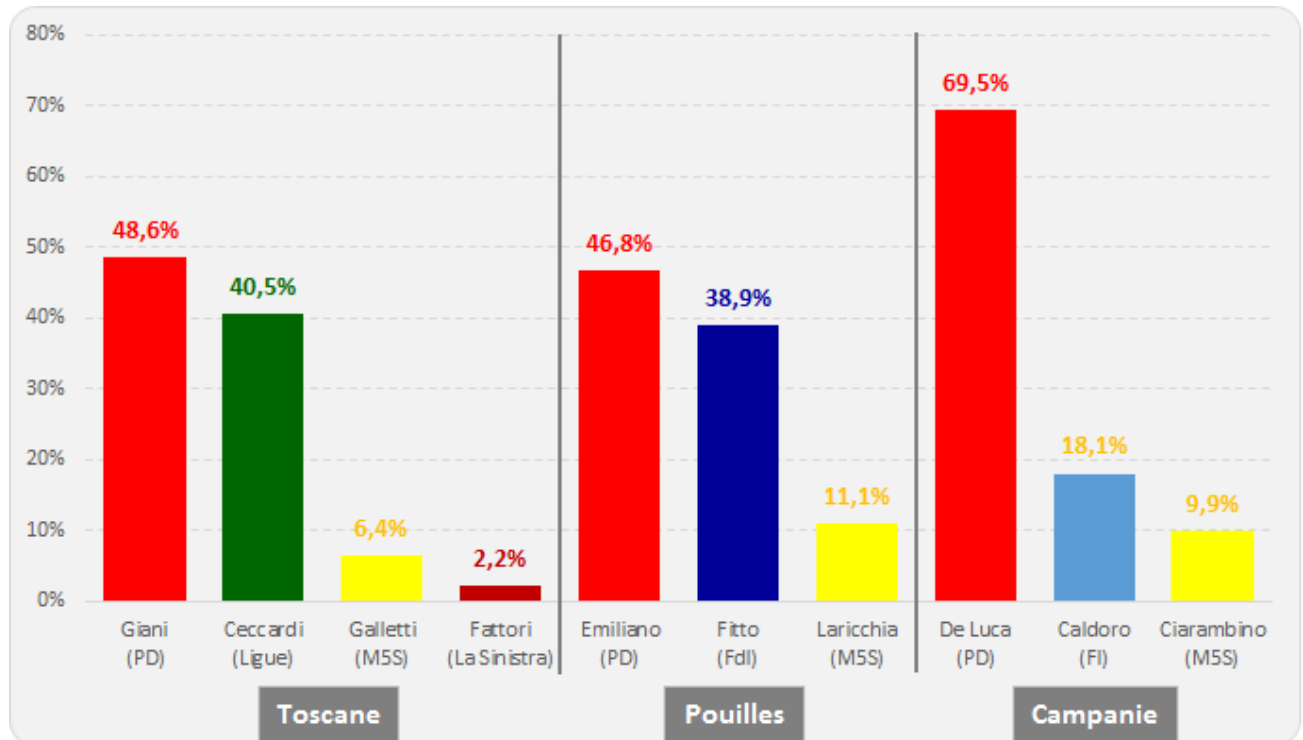
Alors qu'analystes et sondages laissent ouverte la possibilité d'une débâcle du Parti démocrate qui ne conserverait plus qu'une région à l'annonce des résultats, le centre-gauche conserve finalement le contrôle de trois d'entre elles et n'en perd qu'une seule : un semi-échec qui a néanmoins été perçu comme un franc succès, eu égard aux attentes pré-électorales des observateurs.

En Vénétie et en Campanie, les écrasantes réélections des sortants sont avant tout liées à leurs équations personnelles respectives, Luca Zaia (Ligue, réélu avec 76,8% des voix) et Vincenzo De Luca (Parti démocrate, 69,5%) ayant largement fait campagne sur leur gestion ferme et couronnée de succès de la crise sanitaire tout en bénéficiant de leurs images d'hommes d'action efficaces. L'analyse des transferts électoraux entre les élections européennes de 2019 et ce scrutin montre que dans les deux cas, les sortants ont su attirer à eux le vote de près d'un tiers des électeurs du camp opposé. De ce point de vue, la victoire de Vincenzo De Luca est d'autant plus impressionnante que le centre-gauche a été quasiment marginalisé en Campanie lors des élections législatives de 2018 et européennes de 2019.

La personnalisation de plus en plus forte de la vie politique au niveau régional se retrouve aussi dans la nette victoire (56,1%) du président sortant de Ligurie Giovanni Toti, appartenant à la petite formation locale de droite Cambiamo!. Ce dernier a semble-t-il davantage bénéficié de la

réouverture récente du pont de Gênes (*le Ponte per Genova*) après son effondrement en août 2018 que de sa gestion contestée de la crise sanitaire : il a en effet progressé de 24 points dans la ville de Gênes par rapport à son score de 2015, soit nettement plus que dans la province du même nom et dans les trois autres provinces de la région.

Les résultats dans les régions gagnées par la gauche



Source: Mathieu Gallard.

À l'approche du scrutin, les deux régions les plus indécises semblaient être les Pouilles et la Toscane. La conquête de ces régions – et notamment du bastion de centre-gauche toscan – étaient mises en avant comme un objectif essentiel par la droite. Pourtant, l'importance de l'enjeu semble avoir mobilisé l'électorat traditionnel de gauche en Toscane, et Eugenio Giani (Parti démocrate) a nettement devancé (48,6% contre 40,5%) la candidate de la Ligue Susanna Ceccardi, laquelle a même connu l'humiliation d'être sèchement battue à Cascina, ville dont elle a été maire. La très nette victoire du président sortant des Pouilles Michele Emiliano par 46,8% des voix contre 38,9% au candidat Fratelli d'Italia Raffaele Fitto a encore plus surpris les observateurs en raison de l'orientation traditionnellement conservatrice de cette région et de la concurrence non seulement du M5S, mais aussi d'un candidat du parti centriste Italia Viva.

La seule défaite du centre-gauche vient des Marches, une région rurale aux marges de la "zona rossa" qui n'avait jusqu'ici jamais élu directement un président de droite. Le candidat Fratelli

d'Italia Francesco Acquaroli, malgré son positionnement très à droite illustré par sa participation en octobre dernier à un dîner célébrant la marche sur Rome de Mussolini en 1922, a obtenu 49,1% des voix contre 37,3% au candidat démocrate Maurizio Mangialardi. Ce résultat rappelle que si le centre-gauche résiste mieux qu'attendu à la pression de droite, il n'en recule pas moins, même dans ses bastions historiques.

Vers des rivalités au sein de la droite italienne ?

Au sein de la Ligue, un Salvini affaibli ?

Les résultats décevants de la droite en général et de la Ligue en particulier pourraient peser sur l'avenir de Matteo Salvini. Après avoir publiquement misé sur un grand chelem de la droite, il doit faire face à une victoire de son camp dans seulement trois régions, et la défaite de sa candidate en Toscane, où il s'était particulièrement investi, sonne comme un désaveu particulièrement cuisant. De plus, le tournant anti-immigration de la Ligue opéré par Matteo Salvini depuis sa prise de contrôle du parti en 2013, qui visait à en faire une formation nationale et non plus seulement nordiste, semble trouver ses limites : le parti reste faible dans le Mezzogiorno avec 9,6% des voix dans les Pouilles et 5,7% en Campanie.

Surtout, le principal succès de la Ligue a été obtenu en Vénétie par Luca Zaia, un de ses principaux rivaux internes. Une victoire d'autant plus marquante que pour le scrutin au Conseil régional, la liste du sortant intitulée *Zaia Presidente* a recueilli 44,6% des suffrages, loin devant la liste de la Ligue (16,9%) : difficile donc pour Matteo Salvini de mettre en avant un succès qui est bien davantage celui de Luca Zaia que de son parti.

Fort de ce succès personnel, certains observateurs estiment que le président de Vénétie pourrait tenter d'affronter Matteo Salvini pour le contrôle de la Ligue, réactivant la vieille opposition entre les branches lombardes et vénitiennes du parti. De fait, un sondage réalisé par Ipsos Italia dans la foulée de l'annonce des résultats électoraux indiquait que Luca Zaia bénéficie des faveurs d'une partie importante de l'opinion, 35% des Italiens le préférant à la tête du parti, contre 46% à Matteo Salvini.

Néanmoins, l'ancrage de Luca Zaia en Vénétie pourrait poser des difficultés idéologiques en conduisant à un renfermement de la Ligue dans son bastion du nord, et stratégiques en provoquant des tensions avec les autres branches de la Ligue, le nationalisme vénète occupant une place très spécifique dans un parti historiquement dominé par son aile lombarde. Enfin, la grande popularité locale de Luca Zaia semble avant tout liée à sa gestion déterminée et efficace de l'épidémie

Source: Mathieu Gallard.

Les élections régionales ont confirmé la dynamique favorable à Fratelli d'Italia. Dès la désignation des candidats à la présidence des régions en jeu, Giorgia Meloni était parvenue à faire investir deux candidats (Francesco Acquaroli dans les Marches et Raffaele Fitto dans les Pouilles), soit autant que la Ligue et davantage que Forza Italia, Silvio Berlusconi devant se contenter d'un seul candidat en Campanie. À l'annonce des résultats, la Ligue comme Fratelli d'Italia affichaient chacun une région gagnée et une perdue. Mais là où Fratelli d'Italia pouvait s'enorgueillir d'avoir fait basculer ce fief de gauche que sont les Marches, la Ligue n'avait finalement remporté que son bastion vénitien. De plus, si la Ligue domine Fratelli d'Italia dans les résultats des élections des conseils régionaux, le parti de Giorgia Meloni n'en obtient pas moins de bons scores dans le nord où il était jusqu'alors relativement marginal : 9,6% en Vénétie, 10,9% en Ligurie, 13,5% en Toscane...

De tels résultats risquent d'intensifier l'affrontement pour le leadership de la droite entre Matteo Salvini et Giorgia Meloni : un sondage Ipsos Italia diffusé dernièrement montrait ainsi que 29% des Italiens préféreraient désormais que la leader de Fratelli d'Italia prenne la tête de la coalition de droite, contre 25% à Matteo Salvini et 9% à Silvio Berlusconi. Des affrontements de personnes qui, toutefois, ne devraient pas remettre en cause l'alliance entre les deux partis : si leurs racines historiques et leur ancrage social et géographique divergent, leurs idéologies et leurs programmes sont somme toute proches. Si la Ligue met davantage l'accent sur l'immigration que Fratelli d'Italia, plus axé sur le conservatisme traditionnel et légèrement moins eurosceptique, c'est essentiellement la question de la répartition territoriale des pouvoirs qui oppose une Ligue opposée à la domination romaine au centralisme de Fratelli d'Italia, mais sans doute pas au point d'une rupture entre eux.

Quel avenir pour la coalition entre le M5S et le Parti démocrate?

Malgré la victoire du référendum constitutionnel qu'il avait porté de longue date, le M5S a fait face à une défaite cuisante aux régionales. Le meilleur score de ses candidats a été obtenu par Antonella Laricchia dans les Pouilles, mais avec 11,1% des voix, elle est très loin des 44,9% obtenu par son parti il y a deux ans et demi. Les résultats sont encore plus bas pour les élections des conseils régionaux, le M5S ne passant la barre des 10% nulle part et étant réduit à la marginalité au nord, notamment en Vénétie (2,7%).

Malgré ce net échec du M5S, les deux partis de la coalition au pouvoir ont désormais tout intérêt à maintenir en place leur coalition. Fort de la bonne résistance de son électorat, le Parti démocrate s'est d'ailleurs montré « très très satisfait » des résultats électoraux par la voix de son leader Nicola

Zingaretti, lequel a appelé à poursuivre les réformes tout en se montrant très assertif vis-à-vis du M5S qui dispose pourtant de nettement plus d'élus au Parlement que le PD. Le centre-gauche devrait ainsi tenter de pousser son avantage dans les mois à venir en matière de politique européenne, migratoire et sécuritaire.

Plusieurs échéances se présentent et devraient renforcer les liens entre les deux partis :

- Après le vote des Italiens en faveur du « Oui » au référendum, la refonte des circonscriptions électorales exigée par la loi et rendue nécessaire par la diminution du nombre de députés et de sénateurs devrait s'accompagner de la mise en place d'une nouvelle loi électorale proportionnelle inspirée du mode de scrutin allemand – le *Germanicum*. Aussi bien Luigi Di Maio que Nicola Zingaretti ont fait des annonces allant dans ce sens le 21 septembre dernier. En effet, alors que le système mixte actuel favorise la droite, la proportionnelle laisserait au Parti démocrate et au M5S l'espoir de l'emporter sans avoir à présenter de candidats communs. De plus, une telle formule permettrait à Forza Italia de Silvio Berlusconi de se détacher de son inconfortable alliance avec la Ligue et Fratelli d'Italia et, au besoin, de rejoindre un gouvernement M5S et PD après les législatives. Les projections réalisées par l'Institut Cattaneo ou Ipsos Italia confirment que la mise en place du *Germanicum* conduirait à des résultats très serrés entre la coalition de droite et l'alliance PD-M5S, la majorité dépendant soit de Forza Italia, soit de la capacité des nombreux petits partis de centre-gauche ou de gauche à s'allier pour passer le seuil de 3% ou de 5% qui serait mis en place.
- Après le vote éventuel de cette loi électorale, le M5S comme le Parti démocrate souhaiteront probablement maintenir leur partenariat jusqu'à l'élection présidentielle de 2022 qui verra Sergio Mattarella remettre son mandat en jeu. L'enjeu est de taille car le rôle du président de la République s'est considérablement accru depuis les années 1980, comme on a pu le voir au moment de la formation de la coalition entre le M5S et la Ligue en 2018, ou encore lors de la crise gouvernementale de l'été 2019.

Toutefois, deux défis attendent la coalition. Tout d'abord, le probable rééquilibrage des rôles entre un M5S en pleine déconfiture et un Parti démocrate revigoré pourrait déstabiliser Giuseppe Conte. Le populaire président du Conseil était en effet le point d'équilibre entre les deux partis qui craignaient, en cas de départ, de devoir faire face à des élections législatives anticipées probablement désastreuses. La nouvelle donne politique rend cette perspective moins sombre pour le Parti démocrate et au contraire encore plus inquiétante pour le M5S, et le premier pourrait être tenté de pousser son avantage en faisant entrer un des siens au Palais Chigi – au grand déplaisir du M5S.

Par ailleurs, la coalition pourrait faire face à la poursuite de l'érosion de sa majorité parlementaire, une grande partie des élus du M5S craignant de ne pas être réélus tant du fait de la réduction des effectifs du Parlement que des échecs électoraux de leur parti. Dans ce cas, la perspective d'une entrée de Forza Italia de Silvio Berlusconi au gouvernement dans le rôle de sauveteur serait difficile à avaler aussi bien au Parti démocrate qu'au M5S et pourrait encore davantage fragiliser les équilibres internes de la coalition.

Si ces élections ont montré que le centre-gauche italien pouvait résister efficacement à l'offensive de la droite radicale, elles pourraient à moyen terme déséquilibrer la coalition actuelle en fragilisant un Mouvement 5 Étoiles pourtant largement dominant au Parlement par rapport à un Parti démocrate revigoré mais très minoritaire. La manière dont évoluera cet attelage baroque reste donc totalement ouverte.